

**DÉCRET N° 2024- 0857 /PRES/PM/MDICAPME/
MFPTPS/MEFP portant modalités de fixation des
rémunérations des personnels des Sociétés d'Etat, des
Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des
Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire
de l'Etat**

**LE PRÉSIDENT DU FASO,
CHEF DE L'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

*Visa cF n° 00734
du 24/07/2024*
Almondian

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 et son modificatif du 25 mai 2024 ;
- Vu** le décret n°2022-0924/PRES-TRANS du 21 octobre 2022 portant nomination du Premier Ministre et son rectificatif le décret n°2023-0017/PRES-TRANS du 12 janvier 2023 ;
- Vu** le décret n° 2023-1738/PRES-TRANS/PM du 17 décembre 2023 portant remaniement du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2022-0996/PRES-TRANS/PM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** la loi n°025/99/AN du 16 novembre 1999 portant réglementation générale des Sociétés à capitaux publics ;
- Vu** la loi n°028-2008/AN du 13 mai 2008 portant code du travail au Burkina Faso ;
- Vu** le décret n°2000-189/PRES/PM/MCIA du 17 mai 2000 portant statut général des Sociétés d'Etat ;
- Vu** le décret n° 2007-724/PRES/PM/MEF/MCPEA du 07 novembre 2007 portant modalités de désignation des membres des organes d'administration et de gestion des établissements publics et des Sociétés à participation majoritaire de l'Etat ;
- Vu** le décret n°2014-679/PRES/PM/MEF/MFPTSS du 1er août 2014 portant statut général des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale ;
- Vu** le décret n°2022-0769/PRES-TRANS/PM/MDICAPME du 14 septembre 2022 portant organisation du Ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises ;
- Sur** rapport du Ministre du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises ;
- Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 12 juin 2024 ;

DÉCRÈTE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Le présent décret définit les modalités de fixation des rémunérations des personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat.

Article 2 : Les personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat au sens du présent décret sont les agents sous contrat à durée déterminée, les agents sous contrat à durée indéterminée, le personnel mis à la disposition de l'entité dans le cadre d'une coopération avec un organisme public ou privé, des agents publics en position de détachement et des agents publics mis à la disposition de l'entité.

Article 3 : La rémunération au sens du présent décret s'entend du salaire et des autres avantages perçus par le personnel. Elles comprennent le salaire de base et les accessoires à savoir les indemnités, les primes et autres avantages accordés aux personnels des Sociétés d'Etat et des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat.

CHAPITRE II : CLASSIFICATION DES SOCIÉTÉS D'ETAT, DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE PREVOYANCE SOCIALE ET DES SOCIÉTÉS D'ECONOMIE MIXTE A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT

Article 4 : Les Sociétés d'Etat, les Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et les Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat sont regroupés en trois (03) classes en fonction de leur taille.

Article 5 : La taille des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat est définie suivant le chiffre d'affaires ou du total produits techniques ainsi qu'il suit :

Les Sociétés d'Etat, les Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et les Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat de la première classe sont constitués par les entités dont le chiffre d'affaires moyen ou le total produits techniques moyen des cinq (05) derniers exercices sociaux, est strictement supérieur à cent (100) milliards de F CFA.

Les Sociétés d'Etat, les Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et les Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat de la deuxième classe sont constitués par les entités dont le chiffre d'affaires moyen ou le total

produits techniques moyen des cinq (05) derniers exercices sociaux est strictement supérieur à cinq (05) milliards de F CFA et inférieur ou égal à cent (100) milliards de F CFA.

Les Sociétés d'Etat, les Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et les Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat de la troisième classe sont constitués par les entités dont le chiffre d'affaires moyen ou le total produits techniques moyen des cinq (05) derniers exercices sociaux est inférieur ou égal à cinq (05) milliards de F CFA.

Article 6 : La classification des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat se fait sur la base des données des états financiers certifiés et approuvés par l'Assemblée Générale.

Article 7 : Lorsqu'une entité est créée ex-nihilo, elle appartient automatiquement à la troisième (3^{ème}) classe en matière de rémunération du personnel.

Lorsqu'une entité est créée par transformation d'une ou de plusieurs entités, sa classe est déterminée en application des dispositions des articles 5 et 6 du présent décret aux recettes propres de l'entité transformée.

CHAPITRE III : REMUNERATION ET AVANTAGES ACCORDES AUX PERSONNELS

SECTION I : DE LA REMUNERATION

Article 8 : Les personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat bénéficient d'un salaire brut mensuel comprenant un salaire de base, des indemnités et primes.

Le salaire de base est fonction de la classification catégorielle fixé conformément à la grille salariale définie à l'annexe I du présent décret.

Les droits au traitement salarial d'un agent d'une société d'Etat, d'un Etablissement Public de Prévoyance Sociale ou d'une Société d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat détenu dans le cadre d'une procédure judiciaire ou en exécution d'une décision de justice sont suspendus conformément à la réglementation en vigueur.

Article 9 : La grille salariale des personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat est fixée conformément aux annexes II, III et

IV du présent décret.

Article 10 : La grille de rémunération des personnels est fixée en fonction de la classification de l'entité conformément aux dispositions du présent décret. Elle est maintenue jusqu'à décision modificative.

En cas de changement de classe d'une société d'Etat, d'un Etablissement Public de Prévoyance Sociale ou d'une Société d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat, la grille salariale et indemnitaire peut être réajustée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le changement de classe d'une entité peut intervenir en cas de réalisation d'un chiffre d'affaires ou d'un total des produits techniques correspondant à un montant supérieur à la borne supérieure de sa classe ou un montant inférieur à la borne inférieure de sa classe sur au moins cinq (05) exercices sociaux consécutifs.

Article 11 : Le personnel des entités concernées bénéficie d'un avancement dans les conditions prévues à l'article 13 du présent décret.

Article 12 : L'avancement est le passage d'un échelon inférieur à un échelon supérieur d'une même catégorie. L'avancement est prononcé par une commission d'avancement mise en place dans l'entité à cet effet et sur la base de la moyenne des notes obtenues par l'agent dans les conditions suivantes :

- tous les dix-huit mois pour les agents ayant obtenu une moyenne de note supérieure ou égale à 9/10 depuis leur engagement, le dernier avancement ou reclassement. Toutefois, cet avancement ne peut être constaté qu'une seule fois dans les intervalles d'échelons de 1 à 5, de 5 à 9, de 9 à 16, et au-delà de l'échelon 16 ;
- tous les vingt-quatre mois pour les agents ayant obtenu une moyenne de notes comprise entre [7 à 9 [depuis leur engagement, le dernier avancement ou reclassement ;
- tous les trente mois pour les agents ayant obtenu une moyenne de notes comprise entre]5 à 7[depuis leur engagement, le dernier avancement ou reclassement.

Tout avancement fait en dehors des conditions ci-dessus énumérées est nul.

Article 13 : Les personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat peuvent bénéficier des indemnités suivantes :

- indemnité de logement ;
- indemnité sujétion ;
- indemnité d'astreintes ;
- indemnité de risques ;

- indemnité de transport ;
- indemnité de responsabilité financière ;
- indemnité de caisse ;
- indemnité de fonction ou de responsabilité ;
- indemnité spécifique.

Aucune autre indemnité que celles ci-dessus citées ne peut être servie aux personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat.

Aucune indemnité prévue au présent article mais non servie antérieurement ne peut être octroyée aux personnels d'une société d'Etat, d'un Etablissement Public de Prévoyance Sociale et d'une Société d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat.

Article 14 : Les montants des indemnités sont fixés en fonction de la classe de l'entité conformément à la grille indemnitaire définie à l'annexe V du présent décret.

Article 15 : Les personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat en activité bénéficient d'un sursalaire correspondant au différentiel du cumul des indemnités antérieurement perçues et celles prévues par le présent décret.

Pour les personnels recrutés après l'entrée en vigueur du présent décret, seules les indemnités prévues à l'article 14 ci-dessus peuvent être servies.

Article 16 : Lorsque le personnel bénéficie d'une dotation en carburant, l'indemnité de transport n'est plus autorisée.

Lorsque le personnel bénéficie d'un logement appartenant à l'entité, il n'a plus droit à une indemnité de logement.

Dans tous les cas, le cumul des indemnités et avantages de même nature n'est pas autorisé.

Article 17 : Les rémunérations des personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat sont assujetties aux impôts et taxes ainsi qu'aux retenues obligatoires conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

SECTION II : DES PRIMES

Article 18 : Les agents des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat peuvent bénéficier des primes suivantes :

- la prime de bilan ;
- la prime de rendement ;
- la prime de gratification.

Toutefois, la prime de rendement ne peut être cumulativement servie avec la prime de bilan.

Article 19 : Les conditions d'octroi de la prime de bilan sont définies par décret en Conseil des Ministres.

Aucune autre prime, que celles définies à l'article 18 ci-dessus énumérées ne peut être octroyée aux personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat notamment la prime d'ancienneté, la prime d'encouragement, la prime de productivité, la prime de performance, la prime spéciale, la prime de rédaction de Procès-verbaux.

CHAPITRE IV : DE L'INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

Article 20 : Les personnels des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat en fin de carrière au sein desdites entités bénéficient d'une indemnité de départ à la retraite.

La liquidation des droits de départs à la retraite est faite conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 21 : Toute souscription à une police d'assurance retraite par les Sociétés d'Etat, les Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et les Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat au profit de leurs personnels est interdite.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

Article 22 : Les Sociétés d'Etat, les Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et les Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat disposent d'un

délai de six mois pour se conformer aux dispositions du présent décret, à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Le reversement des personnels des sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat est faite conformément à la grille applicable à chaque entité et en fonction de la situation administrative et du niveau de rémunération de chaque agent.

Les tableaux de reversement des personnels des sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat sont fixés par arrêté interministériel du Ministre de tutelle de gestion, du Ministre de tutelle financière et du Ministre chargé du travail.

Article 23 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Article 24 : Le Ministre du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises, le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale et le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Article 25 : Le présent décret sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 25 juillet 2024



Capitaine Ibrahim TRAORE

Le Premier Ministre

A large, stylized handwritten signature in black ink.

Apollinaire Joschimson KYELEM de TAMBELA

Le Ministre du Développement industriel,
du Commerce, de l'Artisanat et des Petites
et Moyennes Entreprises

A large, stylized handwritten signature in black ink.

Serge Gnaniodem PODA

Le Ministre d'État, Ministre de la Fonction
publique, du Travail et de la Protection
sociale

A large, stylized handwritten signature in black ink.

Bassolma BAZIE

Le Ministre de l'Économie, des
Finances et de la Prospective

A large, stylized handwritten signature in black ink.

Aboubakar NACANABO

ANNEXE I : CLASSIFICATION CATEGORIELLE DU PERSONNEL DES SOCIETES D'ETAT, DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE PREVOYANCE SOCIALE ET DES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT

Le personnel des Sociétés d'Etat, des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale et des Sociétés d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat sont classés au moment de leur recrutement, selon leur niveau de qualification et leur expérience. La classification par catégorie se fait comme suit :

Catégorie	Echelle	Niveau de recrutement	Fonction/emploi
Catégorie I	A	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du Doctorat, DEA, DESS, diplôme d'ingénieur de conception, BAC + diplômes professionnels exigeant au moins cinq (5) ans de formation ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	Cadres supérieurs
	B	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui de la Maîtrise, BAC + diplôme professionnel exigeant quatre (4) années de formation ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	
	C	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui de la Licence, diplôme d'ingénieur des travaux ou des techniques, BAC + diplôme professionnel exigeant trois (3) années de formation ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	
Catégorie II	A	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du DEUG, DUT, BTS, BAC + diplôme professionnel exigeant deux (2) années de formation ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	Cadres moyens
	B	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du BAC Technique, BAC + diplôme professionnel exigeant une (1) année de formation ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	

Catégorie	Echelle	Niveau de recrutement	Fonction/emploi
Catégorie III	C	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du BAC, BEP ou BEPC + diplôme professionnel exigeant trois (3) années de formation ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	Agents d'exécution
	A	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du BEPC + diplôme exigeant deux (2) années de formation professionnelle ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	
	B	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du CAP d'Etat, BEPC + diplôme exigeant une (1) année de formation professionnelle ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	
	C	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du BEPC ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	
Catégorie IV	A	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du CEP + diplôme exigeant deux (2) années de formation professionnelle ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	Agents d'exécution
	B	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du CEP + diplôme exigeant une (1) année de formation professionnelle ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	
	C	Emplois de contractuel pour lesquels le niveau de recrutement est celui du CEP ou tout autre diplôme reconnu équivalent.	
Catégorie V	A	Emplois d'exécution comportant des tâches qui nécessitent une qualification professionnelle.	Agents d'exécution
	B	Emplois d'exécution comportant des tâches qui ne nécessitent aucune qualification professionnelle.	

**ANNEXE II : GRILLE SALARIALE DES PERSONNELS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT, DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE PREVOYANCE SOCIALE
ET DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE À PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ÉTAT DE LA PREMIÈRE CLASSE**

Catégories- échelles	1 ^{ère} catégorie			2 ^{ème} catégorie			3 ^{ème} catégorie			4 ^{ème} catégorie			5 ^{ème} catégorie	
	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B
Ech.- Amplitudes.	47 416	39 846	33 485	28 138	23 758	19 966	17 257	14 603	12 006	10 324	9 246	8 660	8 448	8 258
1	374 126	297 397	245 532	218 920	190 171	161 228	145 493	129 176	123 155	123 737	113 248	108 197	104 118	98 873
2	421 542	337 243	279 017	247 058	213 929	181 194	162 750	143 779	135 161	134 061	122 494	116 857	112 566	107 131
3	468 958	377 089	312 502	275 196	237 687	201 160	180 007	158 382	147 167	144 385	131 740	125 517	121 014	115 389
4	516 374	416 935	345 987	303 334	261 445	221 126	197 264	172 985	159 173	154 709	140 986	134 177	129 462	123 647
5	563 790	456 781	379 472	331 472	285 203	241 092	214 521	187 588	171 179	165 033	150 232	142 837	137 910	131 905
6	611 206	496 627	412 957	359 610	308 961	261 058	231 778	202 191	183 185	175 357	159 478	151 497	146 358	140 163
7	658 622	536 473	446 442	387 748	332 719	281 024	249 035	216 794	195 191	185 681	168 724	160 157	154 806	148 421
8	706 038	576 319	479 927	415 886	356 477	300 990	266 292	231 397	207 197	196 005	177 970	168 817	163 254	156 679
9	753 454	616 165	513 412	444 024	380 235	320 956	283 549	246 000	219 203	206 329	187 216	177 477	171 702	164 937
10	800 870	656 011	546 897	472 162	403 993	340 922	300 806	260 603	231 209	216 653	196 462	186 137	180 150	173 195
11	848 286	695 857	580 382	500 300	427 751	360 888	318 063	275 206	243 215	226 977	205 708	194 797	188 598	181 453
12	895 702	735 703	613 867	528 438	451 509	380 854	335 320	289 809	255 221	237 301	214 954	203 457	197 046	189 711
13	943 118	775 549	647 352	556 576	475 267	400 820	352 577	304 412	267 227	247 625	224 200	212 117	205 494	197 969
14	990 534	815 395	680 837	584 714	499 025	420 786	369 834	319 015	279 233	257 949	233 446	220 777	213 942	206 227
15	1 037 950	855 241	714 322	612 852	522 783	440 752	387 091	333 618	291 239	268 273	242 692	229 437	222 390	214 485
16	1 085 366	895 087	747 807	640 990	546 541	460 718	404 348	348 221	303 245	278 597	251 938	238 097	230 838	222 743
17	1 132 782	934 933	781 292	669 128	570 299	480 684	421 605	362 824	315 251	288 921	261 184	246 757	239 286	231 001
18	1 180 198	974 779	814 777	697 266	594 057	500 650	438 862	377 427	327 257	299 245	270 430	255 417	247 734	239 259
19	1 227 614	1 014 625	848 262	725 404	617 815	520 616	456 119	392 030	339 263	309 569	279 676	264 077	256 182	247 517
20	1 275 030	1 054 471	881 747	753 542	641 573	540 582	473 376	406 633	351 269	319 893	288 922	272 737	264 630	255 775
21	1 322 446	1 094 317	915 232	781 680	665 331	560 548	490 633	421 236	363 275	330 217	298 168	281 397	273 078	264 033
22	1 369 862	1 134 163	948 717	809 818	689 089	580 514	507 890	435 839	375 281	340 541	307 414	290 057	281 526	272 291
23	1 417 278	1 174 009	982 202	837 956	712 847	600 480	525 147	450 442	387 287	350 865	316 660	298 717	289 974	280 549
24	1 464 694	1 213 855	1 015 687	866 094	736 605	620 446	542 404	465 045	399 293	361 189	325 906	307 377	298 422	288 807
25	1 512 110	1 253 701	1 049 172	894 232	760 363	640 412	559 661	479 648	411 299	371 513	335 152	316 037	306 870	297 065

**ANNEXE III : GRILLE SALARIALE DES PERSONNELS DES SOCIETES D'ETAT, DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE PREVOYANCE
SOCIALE ET DES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT DE LA DEUXIEME CLASSE**

Cat- échelles	1 ^{ère} Catégorie			2 ^{ème} catégorie			3 ^{ème} Catégorie			4 ^{ème} Catégorie			5 ^{ème} Catégorie	
	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B
Ech.- Ampl.	36 742	28 972	24 368	20 560	18 140	15 942	13 862	11 936	10 548	9 624	9 048	8 758	8 506	8 358
1	338 384	269 425	224 165	200 660	174 631	149 184	135 392	120 241	114 608	114 413	104 701	100 039	95 571	86 636
2	375 126	298 397	248 533	221 220	192 771	165 126	149 254	132 177	125 156	124 037	113 749	108 797	104 077	94 994
3	411 868	327 369	272 901	241 780	210 911	181 068	163 116	144 113	135 704	133 661	122 797	117 555	112 583	103 352
4	448 610	356 341	297 269	262 340	229 051	197 010	176 978	156 049	146 252	143 285	131 845	126 313	121 089	111 710
5	485 352	385 313	321 637	282 900	247 191	212 952	190 840	167 985	156 800	152 909	140 893	135 071	129 595	120 068
6	522 094	414 285	346 005	303 460	265 331	228 894	204 702	179 921	167 348	162 533	149 941	143 829	138 101	128 426
7	558 836	443 257	370 373	324 020	283 471	244 836	218 564	191 857	177 896	172 157	158 989	152 587	146 607	136 784
8	595 578	472 229	394 741	344 580	301 611	260 778	232 426	203 793	188 444	181 781	168 037	161 345	155 113	145 142
9	632 320	501 201	419 109	365 140	319 751	276 720	246 288	215 729	198 992	191 405	177 085	170 103	163 619	153 500
10	669 062	530 173	443 477	385 700	337 891	292 662	260 150	227 665	209 540	201 029	186 133	178 861	172 125	161 858
11	705 804	559 145	467 845	406 260	356 031	308 604	274 012	239 601	220 088	210 653	195 181	187 619	180 631	170 216
12	742 546	588 117	492 213	426 820	374 171	324 546	287 874	251 557	230 636	220 277	204 229	196 377	189 137	178 574
13	779 288	617 089	516 581	447 380	392 311	340 488	301 736	263 473	241 184	229 901	213 277	205 135	197 643	186 932
14	816 030	646 061	540 949	467 940	410 451	356 430	315 598	275 409	251 732	239 525	222 325	213 893	206 149	195 290
15	852 772	675 033	565 317	488 500	428 591	372 372	329 460	287 345	262 280	249 149	231 373	222 651	214 655	203 648
16	889 514	704 005	589 685	509 060	446 731	388 314	343 322	299 281	272 828	258 773	240 421	231 409	223 161	212 006
17	926 256	732 977	614 053	529 620	464 871	404 256	357 184	311 217	283 376	268 397	249 469	240 167	231 667	220 364
18	962 998	761 949	638 421	550 180	483 011	420 198	371 046	323 153	293 924	278 021	258 517	248 925	240 173	228 722
19	999 740	790 921	662 789	570 740	501 151	436 140	384 908	335 089	304 472	287 645	267 565	257 683	248 679	237 080
20	1 036 482	819 893	687 157	591 300	519 291	452 082	398 770	347 025	315 020	297 269	276 613	266 441	257 185	245 438
21	1 073 224	848 865	711 525	611 860	537 431	468 024	412 632	358 961	325 568	306 893	285 661	275 199	265 691	253 796
22	1 109 966	877 837	735 893	632 420	555 571	483 966	426 494	370 897	336 116	316 517	294 709	283 957	274 197	262 154
23	1 146 708	906 809	760 261	652 980	573 711	499 908	440 356	382 833	346 664	326 141	303 757	292 715	282 703	270 512
24	1 183 450	935 781	784 629	673 540	591 851	515 850	454 218	394 769	357 212	335 765	312 805	301 473	291 209	278 870
25	1 220 192	964 753	808 997	694 100	609 991	531 792	468 080	406 705	367 760	345 389	321 853	310 231	299 715	287 228

ANNEXE IV : GRILLE SALARIALE DES PERSONNELS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT, DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE PRÉVOYANCE SOCIALE ET DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE À PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ÉTAT DE LA TROISIÈME CLASSE

catégories-échelles	1 ^{ère} Catégorie			2 ^{ème} catégorie			3 ^{ème} Catégorie			4 ^{ème} Catégorie			5 ^{ème} Catégorie	
	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B	Echelle C	Echelle A	Echelle B
Ech.-Ampl.	35 842	28 072	21 468	18 360	15 640	13 144	11 500	10 036	9 348	8 724	8 548	8 398	8 277	8 203
1	284 771	227 467	192 113	173 271	151 321	131 119	120 241	106 838	101 787	100 427	91 880	87 801	82 751	74 398
2	320 613	255 539	213 581	191 631	166 961	144 263	131 741	116 874	111 135	109 151	100 428	96 199	91 028	82 601
3	356 455	283 611	235 049	209 991	182 601	157 407	143 241	126 910	120 483	117 875	108 976	104 597	99 305	90 804
4	392 297	311 683	256 517	228 351	198 241	170 551	154 741	136 946	129 831	126 599	117 524	112 995	107 582	99 007
5	428 139	339 755	277 985	246 711	213 881	183 695	166 241	146 982	139 179	135 323	126 072	121 393	115 859	107 210
6	463 981	367 827	299 453	265 071	229 521	196 839	177 741	157 018	148 527	144 047	134 620	129 791	124 136	115 413
7	499 823	395 899	320 921	283 431	245 161	209 983	189 241	167 054	157 875	152 771	143 168	138 189	132 413	123 616
8	535 665	423 971	342 389	301 791	260 801	223 127	200 741	177 090	167 223	161 495	151 716	146 587	140 690	131 819
9	571 507	452 043	363 857	320 151	276 441	236 271	212 241	187 126	176 571	170 219	160 264	154 985	148 967	140 022
10	607 349	480 115	385 325	338 511	292 081	249 415	223 741	197 162	185 919	178 943	168 812	163 383	157 244	148 225
11	643 191	508 187	406 793	356 871	307 721	262 559	235 241	207 198	195 267	187 667	177 360	171 781	165 521	156 428
12	679 033	536 259	428 261	375 231	323 361	275 703	246 741	217 234	204 615	196 391	185 908	180 179	173 798	164 631
13	714 875	564 331	449 729	393 591	339 001	288 847	258 241	227 270	213 963	205 115	194 456	188 577	182 075	172 834
14	750 717	592 403	471 197	411 951	354 641	301 991	269 741	237 306	223 311	213 839	203 004	196 975	190 352	181 037
15	786 559	620 475	492 665	430 311	370 281	315 135	281 241	247 342	232 659	222 563	211 552	205 373	198 629	189 240
16	822 401	648 547	514 133	448 671	385 921	328 279	292 741	257 378	242 007	231 287	220 100	213 771	206 906	197 443
17	858 243	676 619	535 601	467 031	401 561	341 423	304 241	267 414	251 355	240 011	228 648	222 169	215 183	205 646
18	894 085	704 691	557 069	485 391	417 201	354 567	315 741	277 450	260 703	248 735	237 196	230 567	223 460	213 849
19	929 927	732 763	578 537	503 751	432 841	367 711	327 241	287 486	270 051	257 459	245 744	238 965	231 737	222 052
20	965 769	760 835	600 005	522 111	448 481	380 855	338 741	297 522	279 399	266 183	254 292	247 363	240 014	230 255
21	1 001 611	788 907	621 473	540 471	464 121	393 999	350 241	307 558	288 747	274 907	262 840	255 761	248 291	238 458
22	1 037 453	816 979	642 941	558 831	479 761	407 143	361 741	317 594	298 095	283 631	271 388	264 159	256 568	246 661
23	1 073 295	845 051	664 409	577 191	495 401	420 287	373 241	327 630	307 443	292 355	279 936	272 557	264 845	254 864
24	1 109 137	873 123	685 877	595 551	511 041	433 431	384 741	337 666	316 791	301 079	288 484	280 955	273 122	263 067
25	1 144 979	901 195	707 345	613 911	526 681	446 575	396 241	347 702	326 139	309 803	297 032	289 353	281 399	271 270

ANNEXE V : INDEMNITAIRE DES PERSONNELS DES SOCIETES D'ETAT, DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE PREVOYANCE SOCIALE ET DES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT

Les indemnités suivantes sont octroyées à tout agent en fonction de sa classification catégorielle

NOMENCLATURE DES INDEMNITES	CLASSIFICATION DES SOCIETES D'ETAT, DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE PREOYANCE SOCIALE ET DES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT	CLASSIFICATION CATEGORIELLE DES AGENTS				
		1 ^{ère} Catégorie	2 ^{ème} Catégorie	3 ^{ème} Catégorie	4 ^{ème} Catégorie	5 ^{ème} Catégorie
Indemnité de logement	PREMIERE CLASSE	150 000	120 000	100 000	75 000	50 000
	DEUXIEME CLASSE	100 000	80 000	60 000	50 000	45 000
	TROISIEME CLASSE	75 000	60 000	50 000	40 000	30 000
Indemnité de transport	PREMIERE CLASSE	80 000	60 000	45 000	30 000	20 000
	DEUXIEME CLASSE	50 000	40 000	30 000	20 000	15 000
	TROISIEME CLASSE	40 000	35 000	25 000	20 000	12 500
Indemnité de sujétion	PREMIERE CLASSE	120 000	80 000	50 000	30 000	20 000
	DEUXIEME CLASSE	75 000	50 000	35 000	20 000	12 500
	TROISIEME CLASSE	40 000	30 000	20 000	15 000	10 000
Indemnité d'astreintes	PREMIERE CLASSE	50 000	40 000	30 000	20 000	15 000
	DEUXIEME CLASSE	35 000	27 500	22 500	17 500	12 500
	TROISIEME CLASSE	25 000	20 000	15 000	12 500	10 000

L'indemnité de logement est une contribution financière allouée mensuellement à tout travailleur d'une société d'Etat, d'un établissement Public de Prévoyance Sociale ou d'une société d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat exerçant effectivement son emploi en vue de suppléer au défaut d'attribution d'un logement par l'entité. Elle cesse d'être due dès lors que l'agent occupe un logement mis à sa disposition par l'entité.

L'indemnité de transport est une contribution financière allouée mensuellement à tout agent d'une entité concernée exerçant effectivement son emploi au sein de l'entité, à l'exception de ceux qui bénéficient d'un véhicule de fonction. Son montant est fixé en fonction de la classification catégorielle de l'agent.

L'indemnité de sujétion est une somme forfaitaire allouée à un agent en compensation des servitudes et contraintes particulières liées à l'exercice effectif de son emploi. Elle est octroyée à tout agent d'une société d'Etat, d'un établissement Public de Prévoyance Sociale ou d'une société d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat en fonction de sa classification catégorielle.

L'indemnité d'astreinte est une somme forfaitaire mensuelle allouée à tout agent du fait de sa disponibilité constante en dehors des heures habituelles de service. Elle est octroyée aux agents exerçant effectivement un emploi et qui sont appelés à intervenir à tout instant notamment sur des équipements, des installations, aux agents qui sont appelés à participer à un plan d'intervention d'urgence ou de nécessité et qui ont l'obligation de rester disponible et joignable à tout moment afin d'être alerté rapidement et être en mesure d'intervenir suite à des événements soudains ou imprévus, aux secrétaires et chauffeurs des directeurs généraux au sein d'une société d'Etat ou d'un établissement Public de Prévoyance Sociale. Son montant est en fonction de la classification catégorielle des agents.

NOMENCLATURE DES INDEMNITES	CLASSIFICATION DES SOCIETES D'ETAT, DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE PREOYANCE SOCIALE ET DES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT	MONTANT DE L'INDEMNITE
	PREMIERE CLASSE	50 000
Indemnité de Caisse	DEUXIEME CLASSE	35 000
	TROISIEME CLASSE	25 000
	PREMIERE CLASSE	60 000
Indemnités de risques	DEUXIEME CLASSE	45 000
	TROISIEME CLASSE	30 000
	PREMIERE CLASSE	100 000
Indemnité spécifique	DEUXIEME CLASSE	75 000
	TROISIEME CLASSE	50 000
	PREMIERE CLASSE	100 000
Indemnité de responsabilité financière	DEUXIEME CLASSE	75 000
	TROISIEME CLASSE	50 000
	PREMIERE CLASSE	100 000

L'indemnité de caisse est une somme forfaitaire mensuelle allouée à tout agent a effectivement la responsabilité de la gestion d'une caisse au sein d'une société d'Etat, d'un établissement Public de Prévoyance Sociale ou d'une société d'Economie Mixte à participation majoritaire de l'Etat. Elle cesse d'être due dès lors que l'agent n'occupe plus un poste de caissier au sein de l'entité.

L'indemnité de risque est allouée mensuellement à tout agent, qui dans l'exercice de son emploi est exposé à des risques et/ou des nuisances. La liste des emplois concernés par l'indemnité de risques est précisée dans les statuts de personnel de chaque entité.

L'indemnité spécifique est une somme forfaitaire allouée mensuellement à certains agents au regard des spécificités liées leurs emplois et des prestations particulières exécutées aux postes de travail qu'ils occupent. Peuvent bénéficier de l'indemnité spécifique

- le personnel informaticien ;
- le personnel statisticien ;
- le personnel actuaire.

L'indemnité de responsabilité financière est une somme forfaitaire mensuelle allouée au Directeur chargé des finances et de la comptabilité au regard de ses charge particulières afférentes à la gestion des finances de l'entité.

L'indemnité de fonction ou indemnité de responsabilité est une contribution financière mensuelle octroyée à tout agent nommé à un poste de responsabilité en compensation des charges inhérentes à sa fonction. Son montant est défini en fonction du niveau de responsabilité de l'agent conformément au tableau ci-après :

INDEMNITE DE FONCTION OU DE RESPONSABILITE

CLASSIFICATION DES SOCIETES D'ETAT, DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE PREYOYANCE SOCIALE ET DES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT	Secrétaire Général ou assimilé	Directeur de Service ou assimilé	Chef de Service ou assimilé
PREMIERE CLASSE	150 000	125 000	100 000
DEUXIEME CLASSE	125 000	100 000	80 000
TROISIEME CLASSE	100 000	75 000	50 000

Sont assimilables à la fonction de Secrétaire Général au sens du présent décret les fonctions de Directeur Général Adjoint (DGA), d'Inspecteur Général auprès du Directeur Général et directement rattaché à celui-ci.

Sont assimilables à la fonction de directeur de service les fonctions d'inspecteurs techniques hiérarchiquement rattachés à un inspecteur général, les chefs de départements, de Conseillers techniques, inspecteurs, directeurs régionaux, chef d'antennes régionales, les chefs de projets ou toute autre fonction ayant rang de directeur suivant les dispositions des statuts de personnel des entités concernées.

Sont assimilables à la fonction de chef de service les chefs d'antennes provinciales, les chefs de division ou tout autre responsable ayant rang de chef de service suivant les dispositions des statuts de personnel des entités concernées.